



**ACADÉMIE
D'ORLÉANS-TOURS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général
Direction du budget académique, des moyens et
de l'évaluation
Bureau santé et sécurité au travail
et
CHSCT académique

Guide académique

Travaux interdits et réglementés : Procédure de déclaration de dérogation pour les apprenants mineurs âgés de plus de quinze ans

Version Juin 2022

Document mis à jour dans le cadre des travaux du CHSCT académique.

Préambule

Ce guide s'adresse à tous les chefs et directeurs d'établissement accueillant des apprenants mineurs suivant des enseignements professionnels ou effectuant des périodes d'immersion en entreprise.

En vue de l'obtention d'une qualification ou d'un diplôme professionnel, de nombreux jeunes apprennent un métier nécessitant l'exécution de travaux interdits aux mineurs. Ainsi, en tant qu'élèves mineurs de plus de 15 ans, ces jeunes entrent dans le champ des travaux interdits pouvant faire l'objet d'un régime dérogatoire indispensable à une formation complète.

Il convient de distinguer deux cas de figures :

1. Les **stagiaires et apprentis reçus dans toute administration publique EN** dans le cadre de leur stage ou de leur apprentissage. Dans ce cas c'est le décret n° 82-453 modifié (titre 1bis) qui doit être appliqué.
2. **Les élèves scolarisés dans les EPLE et EREA dans le cadre des enseignements professionnels ou technologique**, et des stages qu'ils effectuent dans le secteur privé.

Ce guide traite principalement du deuxième cas pour lequel **deux déclarations de dérogation sont obligatoires**, l'une pour les enseignements, l'autre pour chaque période de formations en entreprise.

Chacune relève d'un initiateur. Ainsi, une déclaration doit être faite :

- Par le **chef de l'établissement d'enseignement** pour les travaux et activités d'enseignement effectués dans son établissement (partie III du guide).
- Par le **chef d'entreprise** pour les travaux effectués lors du stage ou pour les périodes d'apprentissage dans son entreprise (partie IV du guide).

Ce guide académique de prévention permet une approche commune et cohérente des travaux réglementés. Il précise le mode dérogatoire pour les jeunes de plus de 15 ans et de moins de 18 ans dans le respect d'une procédure identique pour tous les établissements scolaires et au cours de la formation professionnelle des élèves.

Avertissement: Ce document contient des indications réglementaires, mais il ne peut pas se substituer aux textes officiels.

Sommaire

Préambule	2
I. La politique de prévention en EPLE	5
Les acteurs de la prévention au niveau de l'établissement	5
Le chef d'établissement	5
Le directeur délégué à la formation professionnelle et technologique (DDF)	5
L'enseignant	5
Les assistants de prévention de l'établissement (État et collectivité territoriale)	6
La commission hygiène et sécurité (CHS)	6
Les outils de prévention de l'établissement	7
Le document unique d'évaluation des risques professionnels (Duerp)	7
Programme annuel de prévention	7
II. La démarche dérogatoire pour l'enseignement aux élèves de plus de 15 ans et de moins de 18 ans	8
Le préalable	8
La déclaration de dérogation	8
Principes de la démarche	8
Procédure de déclaration de dérogation	9
L'avis médical	10
III. La démarche dérogatoire pour les périodes de stage ou d'apprentissage dans les entreprises privées	11
IV. La démarche dérogatoire pour les périodes de stage ou d'apprentissage dans les structures publiques	12
V. Les travaux réglementés soumis à déclaration de dérogation	13
VI. L'aptitude médicale	14
Le rôle du médecin	14
Conditions de réalisation des visites médicales	14
Dispositions générales	14
Les conditions d'exercice	14
La rédaction de l'avis	15
VII. Annexes	16
Annexe 1 – Repères réglementaires pour les travaux interdits et réglementés	18
Annexe 2 – Liste des travaux interdits et réglementés	21
Annexe 3 – Substances et travaux dangereux – Tableaux de synthèse	23
Tableau 1a – Identification des produits chimiques dangereux	23
Tableau 1b – Travaux exposant à l'amiante	24
Tableau 2 – Travaux exposant à des agents biologiques	24
Tableau 3 – Travaux exposant aux vibrations mécaniques	24
Tableau 4 – Travaux exposant à des rayonnements	24

Tableau 5 – Travaux en milieu hyperbare	25
Tableau 6 – Travaux exposant aux risques électriques	25
Tableau 7 – Travaux avec risques d’effondrement et d’ensevelissement.....	25
Tableau 8 – Travaux impliquant des équipements mobiles automoteurs et servant au levage ...	25
Tableau 9 – Travaux avec utilisation d’équipements de travail	26
Tableau 10 – Travaux en hauteur	26
Tableau 11 – Travaux avec ou sur des appareils sous tension	26
Tableau 12 – Travaux en milieu confiné	27
Tableau 13 – Travaux exposant à des températures extrêmes	27
Annexe 4 – Documents à adresser à l’inspection du travail	28
Déclaration de dérogation aux travaux règlementés en vue d’accueillir des jeunes mineurs de 15 ans à moins de 18 ans.....	28
Tableau 4.1 – Liste des travaux réglementés pour lesquels la dérogation est demandée	29
Tableaux 4.2 – Nature des travaux, équipements utilisés et risques engendrés	30
Annexe 5 – Documents à tenir à la disposition de l’inspection du travail	32
Annexe 5.1 – Liste tenue à la disposition de l’inspecteur du travail	33
Annexe 5.2 – Liste des élèves pour la visite du médecin	34
Annexe 6 – Questionnaire médical	35
Annexe 6.1 – Convocation médicale	37
Annexe 6.2 – Tableau des filières LP	38
Annexe 7 – Avis médical	39
Annexe 8 – Courrier pour mise à jour médicale annuelle.....	40
Annexe 9 – à venir Travaux courants pouvant être réalisés par les élèves	41
Annexe 10 – Pictogrammes de danger du règlement CLP – classes et catégories de danger associées.....	42

I. La politique de prévention en EPLE

Les articles L4121-1 à L4121-3 du code du travail donnent les principes généraux de prévention à mettre en œuvre dans les établissements : chaque établissement doit mettre en œuvre des actions de prévention s'appuyant sur l'analyse des risques. Ces actions sont formalisées dans le document unique d'évaluation des risques professionnels (Duerp).

La rénovation des diplômes professionnels a permis l'intégration d'une dimension éducative visant à faire acquérir aux jeunes, futurs professionnels, une culture de la prévention et de la sécurité.

Ces contenus de formation impliquent l'utilisation d'équipements, de machines, d'outillages et de produits qui nécessitent, suivant les cas, une déclaration de dérogation pour les élèves mineurs de **plus de 15 ans**.

Les acteurs de la prévention au niveau de l'établissement

Le chef d'établissement

Le chef d'établissement a autorité sur l'ensemble des personnels affectés ou mis à disposition de l'établissement. Il prend toutes dispositions pour assurer la sécurité des personnes et des biens, l'hygiène et la salubrité de l'établissement. Il est responsable de l'ordre dans l'établissement.

Il doit élaborer et mettre en place une démarche globale fondée sur l'application des principes généraux de prévention, sur l'identification des dangers et l'évaluation des risques. Il doit programmer des actions de prévention des risques, de formation et d'information et mettre en place une organisation et des moyens adaptés.

Le directeur délégué à la formation professionnelle et technologique (DDF)

Sous l'autorité du chef d'établissement, le DDF est chargé de l'organisation et de la coordination des enseignements technologiques et professionnels ainsi que de la gestion des moyens mis en œuvre pour ces enseignements.

Dans ce cadre et en sa qualité d'expert, le DDF participe activement au choix et à l'achat des équipements pédagogiques, à l'information sur l'évolution des technologies et des professions, à la conception du plan de formation des personnels de l'établissement, ainsi qu'à la mise en conformité et au maintien des locaux et des matériels pédagogiques par rapport aux normes d'hygiène et de sécurité.

Il appartient au DDF, en lien avec les autres acteurs, d'impulser la démarche de prévention des risques professionnels, et dans ce cadre, d'établir et de diffuser des consignes écrites de sécurité strictes, claires et complètes, pour l'usage des installations, des matériels et des produits.

Le DDF en rend compte au chef d'établissement. La diffusion de ces consignes est alors de la responsabilité de ce dernier.

Le DDF veille à la mise en œuvre d'un contrôle permanent de l'état des installations, des matériels et des produits, ainsi que des conditions de stockage.

L'enseignant

Dans le cadre de ses activités d'enseignement, le professeur conçoit, prépare, met en œuvre et évalue des séquences d'enseignement qui s'inscrivent de manière cohérente dans un

projet pédagogique pluriannuel, et dans le cadre des règles générales de sécurité. **La stratégie pédagogique doit prendre en compte les étapes de la démarche de déclaration de dérogation : de l'impossibilité de confier des travaux réglementés jusqu'à l'envoi des déclarations de dérogation à l'inspection du travail et obtention de l'avis médical d'aptitude.**

Lorsqu'un élève n'a pas encore passé sa visite médicale et que la déclaration de dérogation ne peut pas être demandée, dans l'attente du bilan médical celui-ci poursuit sa formation sans utiliser produits ou machines interdites aux mineurs dans le cadre des travaux réglementés.

La visite médicale étant obligatoire, en cas de refus ou d'absence non justifiée, il appartient au chef d'établissement de signifier à la famille, que l'absence d'un avis médical circonstancié compromet la formation de l'élève. Une injonction administrative à passer la visite médicale suffit généralement à lever les obstacles (1 seule convocation sauf circonstances médicales exceptionnelles).

En cours de formation, dans le cas d'évolution de l'état de santé d'un élève, ou d'observations particulières en atelier de la part des enseignants, le chef d'établissement peut saisir le médecin l'Éducation nationale pour un nouvel avis médical.

Il est responsable de la mise en œuvre des formations inhérentes aux risques des métiers préparés, dans le cadre réglementaire des référentiels et programmes. Certains travaux ne pourront être confiés aux élèves qu'après une formation spécifique et une reconnaissance d'aptitude effectuées par le (ou les) enseignants. L'enseignant veille à la disponibilité et à la conformité des équipements de sécurité nécessaires à la mise en œuvre de travaux et signale au DDF, le cas échéant, toute difficulté dans l'application de la réglementation.

Les assistants de prévention de l'établissement (État et collectivité territoriale)

Ils assistent et conseillent le chef d'établissement dans la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité, visant à :

- prévenir les dangers susceptibles de compromettre la santé des personnels,
- améliorer les méthodes et les conditions de travail en fonction de l'aptitude physique des personnels,
- faire progresser la connaissance des problèmes de sécurité et des techniques propres à les résoudre,
- veiller à la bonne tenue des registres santé et sécurité au travail.

La commission hygiène et sécurité (CHS)

La commission hygiène et sécurité est l'organe privilégié pour l'ensemble de la politique de prévention de l'établissement. Elle est réunie au moins trois fois par an.

"La mise en place d'une commission hygiène et sécurité est obligatoire dans les lycées professionnels, les lycées polyvalents, les lycées généraux comportant des sections d'enseignement technique, les établissements régionaux d'enseignement adapté (Éréa) ainsi que dans les collèges ayant une section d'enseignement général et professionnel adapté (Segpa). Elle est recommandée dans les autres." Circulaire n° 93-306 du 26 octobre 1993. Pour le chef d'établissement, la CHS est une instance précieuse afin de promouvoir la prévention et contribuer à l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité de l'établissement.

Ses missions sont :

- Donner des avis et apporter des propositions en vue de promouvoir la prévention et d'améliorer les conditions d'hygiène et de sécurité dans l'établissement pour les élèves

- et les personnels,
- Instruire le programme annuel de prévention afin de le présenter au conseil d'administration,
- Examiner le rapport d'activité de l'année antérieure et les suites données aux avis rendus par la CHS,
- Analyser les accidents et incidents (nombre, fréquence, nature et gravité ...)
- Suivre les registres relatifs à l'hygiène et la sécurité,
- Visiter les locaux de l'établissement en relevant les risques, les manquements aux règles et en sensibilisant les personnels et les occupants aux actions de prévention engagées.

Les outils de prévention de l'établissement

Le document unique d'évaluation des risques professionnels (Duerp)

En application du code du travail le Duerp est obligatoire dans tous les EPLE. Il prend en compte tous les travailleurs présents dans les locaux, les travailleurs rattachés à l'établissement réalisant un travail à l'extérieur de celui-ci, **ainsi que les élèves en formation professionnelle**. Cette obligation s'applique quels que soient les missions et statuts.

Le Duerp est la transposition écrite du résultat de l'évaluation des risques professionnels. Par l'analyse des conditions de travail et l'évaluation des risques, il permet de définir la politique de prévention de l'établissement scolaire en listant et hiérarchisant les risques qu'il convient de supprimer, sinon de réduire, par la préconisation d'actions de prévention.

Chaque machine et chaque poste de travail doit faire l'objet d'une évaluation des risques ensuite inscrite au Duerp.

Ce document, obligatoire depuis novembre 2001 (Décret n°2001-1016 du 5/11/2001), est mis à jour au moins annuellement (code du travail R.4121-1 et R.4121-2). Le chef d'établissement est responsable de la transcription dans le document unique des résultats de l'évaluation des risques pour la sécurité et la santé.

Le document unique d'évaluation des risques est tenu à la disposition :

- de tous les travailleurs,
- des membres de la commission d'hygiène et de sécurité ou de l'instance qui en tient lieu,
- de l'inspecteur du travail et de l'inspecteur santé sécurité au travail.

L'évaluation comporte un inventaire des risques identifiés dans chaque unité de travail.

Le document unique d'évaluation des risques du service ou de l'établissement est l'agrégation de toutes les évaluations réalisées dans les unités de travail.

Programme annuel de prévention

Sur la base de l'évaluation des risques professionnels contenue dans le document unique, le chef de service ou d'établissement établit un programme annuel de prévention présenté à la CHS pour avis, puis au CA pour information.

Il précise pour chaque risque identifié dans le Duerp les mesures de prévention à mettre en œuvre, la personne chargée du suivi, la ou les personnes chargées de l'exécution, les conditions et le délai d'exécution, et l'estimation de son coût.

II. La démarche dérogatoire pour l'enseignement aux élèves de plus de 15 ans et de moins de 18 ans

Le préalable

Lorsque le chef d'établissement présente la déclaration de dérogation, il relève de sa responsabilité que soient remplies les conditions préalables précisées par l'article R.4153-40 du code du travail, à savoir :

- 1° **Avoir procédé à l'évaluation globale des risques dans l'établissement**, prévue aux articles L. 4121-3 et suivants, comprenant une évaluation spécifique des risques liés au travail pour les jeunes. Cette évaluation est préalable à leur affectation aux différents postes de travail ;
- 2° Avoir, à la suite de cette évaluation, mis en œuvre **les actions de prévention** prévues au deuxième alinéa de l'article L. 4121-3 ;
- 3° Avant toute affectation du jeune à ces travaux il faut :
 - avoir **informé le jeune sur les risques pour sa santé et sa sécurité** et les mesures prises pour y remédier et lui avoir dispensé la formation à la sécurité en s'assurant qu'elle est adaptée à son âge, son niveau de formation et son expérience professionnelle ;
 - lui avoir **dispensé la formation à la sécurité** prévue dans le cadre de la formation professionnelle assurée, adaptée à son âge, son niveau de formation et son expérience professionnelle et en avoir organisé l'évaluation.
- 4° Assurer **l'encadrement du jeune en formation par une personne compétente** durant l'exécution de ces travaux ;
- 5° Avoir obtenu, pour chaque jeune, la délivrance d'**un avis médical d'aptitude**.

La déclaration de dérogation

Principes de la démarche

La procédure de mode dérogatoire pour les jeunes âgés de moins de dix-huit ans est réglée par le décret n° 2013-914 du 11 octobre 2013 et par le code du travail.

Les travaux réglementés soumis à dérogation s'appliquent aux apprenants de plus de quinze ans et de moins de dix-huit ans. Elle concerne uniquement les travaux et l'usage des équipements normalement interdits aux jeunes de moins de 18 ans qui suivent un cursus de formation professionnelle ou technologique :

- des lycées professionnels,
- des lycées comportant au moins une section d'enseignement professionnel et/ou au moins une section technologique,
- des collèges comportant une section d'enseignement général et professionnel adapté (Segpa),
- des établissements régionaux d'enseignement adapté,
- des centres de formation d'apprentis (dont les CFA académiques),
- tout dispositif de formation professionnelle relevant de l'Éducation nationale.

Remarques

La liste des travaux interdits aux mineurs est disponible en annexes [1](#) et [2](#).

! **Les apprenants de moins de 15 ans**

Lors des enseignements en établissement et lors des périodes de formation en entreprise, aucune dérogation aux travaux interdits n'est possible. Les élèves effectuent des activités pratiques variées et sous surveillance, des travaux légers autorisés aux mineurs par le code du travail.

! **Les apprenants mineurs de plus de 15 ans**

Dès lors que l'élève a quinze ans et plus, sous réserve de remplir les conditions exigées et d'une déclaration de dérogation aux travaux interdits, il peut réaliser des travaux normalement interdits aux mineurs :

- en établissement ; cette dérogation est établie par l'établissement,
- lors des périodes de formation en entreprise : il incombe à l'entreprise d'établir la déclaration de dérogation.

! **Situation des élèves de Segpa et de Prépa métiers**

S'agissant des stages d'initiation, cette réglementation s'applique.

En revanche, lors des stages d'observation, la question de la dérogation ne se pose pas car les élèves ne pratiquent pas.

! **Situation des élèves disposant déjà d'un diplôme de spécialité**

Les jeunes travailleurs titulaires d'un diplôme ou d'un titre professionnel correspondant à l'activité qu'ils exercent peuvent être affectés aux travaux susceptibles de dérogation en application de l'article L.4153-9 si leur aptitude médicale à ces travaux a été constatée (article R.4153-49 du code du travail).

Ainsi un élève disposant d'un diplôme de la spécialité n'est plus soumis à la déclaration de dérogation mais doit être déclaré apte médicalement.

- ! Désormais en première baccalauréat professionnel les élèves ne passent plus de diplôme et se voient délivrer une attestation de réussite en lieu et place. De fait, en terminale, ils ne seront plus titulaires d'un diplôme, l'entreprise devra donc enclencher les mêmes démarches de déclaration de dérogation.

Procédure de déclaration de dérogation

La démarche comprend deux étapes de la part du chef d'établissement :

- La déclaration de dérogation est adressée à l'inspecteur du travail. Cette demande est à renouveler tous les 3 ans,
- Le chef d'établissement doit ensuite tenir à disposition de l'inspecteur du travail les documents, mis à jour annuellement.

1- La déclaration de dérogation est adressée à l'inspecteur du travail

- Documents en annexe : [4](#), [4.1](#) et [4.1](#)

Les éléments suivants doivent être transmis à l'agent de contrôle territorialement compétent (l'inspecteur du travail) par tout moyen permettant de conférer une date certaine :

- l'identité de l'établissement,
- la liste des travaux nécessaires à la formation professionnelle et pour lesquels la déclaration de dérogation est transmise,
- tous lieux de formation connus et les formations professionnelles concernées,
- les équipements de travail incluant les équipements portatifs et loués, nécessaires à la formation professionnelle, figurant dans la liste des travaux réglementés et précisément identifiés par des informations telles que le type de machines, la marque, le numéro de série, l'année de fabrication et la date de mise en service,
- les produits chimiques réglementés avec mention de leur dénomination exacte **et** de leur dangerosité,
- la qualité ou la fonction de la ou des personnes compétentes chargées d'encadrer les jeunes pendant l'exécution des travaux pour lesquels la demande de dérogation est transmise.

Remarques

- ! **La déclaration de dérogation est accompagnée de la liste des équipements de travail et des produits chimiques effectivement présents dans l'établissement susceptibles d'être utilisés par les jeunes chaque année, tout au long de leur**

formation.

Ces équipements ou produits doivent être précisément identifiés.

Pour les équipements de travail, les listes comportent les types de matériels correspondant au référentiel de formation et les colonnes permettant de préciser l'année de formation à partir de laquelle ils peuvent être utilisés, la marque, le N° d'identification, l'année de construction et l'année de mise en service.

Elles devront être renseignées par le chef d'établissement et accompagnent la déclaration de dérogation. Seuls les matériels conformes à la réglementation et maintenus en état de conformité doivent être inscrits sur ces listes et sont susceptibles d'être utilisés par les élèves mineurs.

! Il est demandé de faire une déclaration de dérogation par formation.

Rôle des services d'inspection du travail

L'agent de contrôle s'assure que de la déclaration de dérogation est complète.

Suite à la déclaration de dérogation, l'inspection du travail peut déclencher une visite à tout moment.

La déclaration de dérogation est valable 3 ans. La demande de renouvellement de la déclaration à déroger est adressée trois mois avant la date d'expiration.

En outre, lorsque l'agent de contrôle a un doute concernant les travaux, les équipements ou les produits, objets de la déclaration, il peut demander à l'employeur ou au chef d'établissement de justifier de leur caractère indispensable au regard notamment des objectifs et des contenus des diplômes ou qualifications, ainsi que des référentiels pour les diplômes professionnels.

2- Documents obligatoires à tenir à la disposition de l'inspecteur du travail

- documents en annexes [5](#), [5.1](#), [5.2](#), [6](#), [7](#) et [8](#)

Il appartient au chef d'établissement de tenir à la disposition de l'inspecteur du travail, les documents suivants :

- Les prénoms, nom et date de naissance du jeune ;
- La nature de la formation professionnelle suivie, sa durée et les lieux de formation connus ;
- L'avis médical d'aptitude à procéder à ces travaux ;
- Un document attestant de l'information et de la formation à la sécurité prévues aux articles L4141-1 à L4141-3 du code du travail, dispensées au jeune,
- Les prénoms, nom et qualité ou fonction de la personne ou des personnes compétentes chargées d'encadrer le jeune pendant l'exécution des travaux en cause.

D'une façon générale, **ces documents valent pour la durée de chaque formation.** Ils sont à réaliser en début de formation pour chaque nouvelle promotion.

L'avis médical

Ne peuvent figurer dans le tableau que les élèves qui ont un avis médical d'aptitude au moment de leur affectation à des travaux normalement interdits aux mineurs.

- **Le médecin scolaire émet un avis médical d'aptitude pour chaque élève.**
- **L'établissement scolaire conserve les certificats médicaux et les tient à la disposition de l'inspecteur du travail.**
- Pour un élève qui aurait un avis médical défavorable, une réorientation doit être mise en place. En effet, l'élève ne peut ni suivre le cursus de formation dans son intégralité, ni se présenter à l'ensemble des épreuves de l'examen.

III. La démarche dérogatoire pour les périodes de stage ou d'apprentissage dans les entreprises privées

Pour les périodes de formation en milieu professionnel, **il est de la compétence de l'employeur de l'entreprise d'accueil d'établir et de transmettre lui-même une déclaration de dérogation à l'agent de contrôle de l'Inspection du travail** territorialement compétent pour l'entreprise.

Les articles L.4153-8, L.4153-9 du code du travail indiquent qu'il est interdit d'employer des jeunes travailleurs de moins de 18 ans à certains travaux. Il est néanmoins possible d'y déroger dans certains cas et sous certaines conditions. Les articles D.4153-15 à D.4153-52 précisent les conditions pour déclarer cette dérogation à l'inspecteur du travail.

La déclaration de dérogation est réalisée par le chef de l'entreprise d'accueil du stagiaire ou de l'apprenti. Les démarches pour l'entreprise sont les mêmes que celles mentionnées précédemment. La procédure de déclaration de dérogation doit être initiée dès la rentrée scolaire.

Cette obligation qui incombe à l'entreprise est rappelée dans la convention. L'établissement informe l'entreprise de la situation de l'élève :

- âge,
- diplôme éventuel de spécialité,
- donc de la nécessité de procéder à une déclaration de dérogation aux travaux interdits.

Il convient d'accompagner les entreprises dans ces démarches par tout moyen (site internet de l'établissement, dossier,...).

En complément, les entreprises peuvent contacter la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSP)* Centre-Val de Loire dont le site internet propose des pages dédiées à la déclaration de dérogation aux travaux interdits aux mineurs : [accéder](#).

- Formulaire de déclaration de dérogation en ligne : [ouvrir](#)
- Formulaire d'informations obligatoires en ligne : [ouvrir](#)
- Notice en ligne : [ouvrir](#)

Il est nécessaire que cette déclaration de déroger soit visée dans la convention de stage (circulaire interministérielle n°11 du 23 octobre 2013).

* Les DDETSP regroupent les missions assurées précédemment par les unités départementales des DIRECCTE et les directions départementales de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP).

- DDETSP [Cher](#)
- DDETSP [Eure-et-Loir](#)
- DDETSP [Indre](#)
- DDETSP [Indre-et-Loire](#)
- DDETSP [Loir-et-Cher](#)
- DDETSP [Loiret](#)

IV. La démarche dérogatoire pour les périodes de stage ou d'apprentissage dans les structures publiques

Les articles L.4153-8, L.4153-9 du code du travail indiquent qu'il est interdit d'employer des jeunes travailleurs de moins de 18 ans à certains travaux. Il est néanmoins possible d'y déroger dans certains cas et sous certaines conditions. Les articles D.4153-15 à D.4153-52 précisent les conditions pour déclarer cette dérogation à l'inspecteur du travail.

Les périodes de formation ou de stage dans une structure publique se déroulent en application des articles 5-11 à 5-18 du décret 85-453 modifié.

Dans ce cas, il est de la compétence de l'employeur public d'accueil d'établir et de transmettre lui-même une déclaration de dérogation à l'inspecteur santé sécurité au travail du rectorat et au CHSCT départemental compétent.

La déclaration de dérogation est réalisée par le chef de la structure publique d'accueil du stagiaire ou de l'apprenti. Les démarches pour la structure publique sont les mêmes que celles mentionnées précédemment, mais la déclaration de dérogation doit être adressée à l'ISST et au CHSCT départemental compétent. La procédure de déclaration de dérogation doit être initiée dès la rentrée scolaire afin que tous les documents soient prêts avant de début du stage. En application de l'article 4-1 du décret 82-453 modifié, l'assistant de prévention participe à l'établissement de ces déclarations de dérogation.

Les documents à fournir ou à tenir à disposition de l'ISST et du CHSCT compétent par la structure publique d'accueil sont les mêmes que ceux utilisés pour la déclaration de dérogation pour les enseignements dans l'établissement.

Les obligations qui incombent à la **structure publique d'accueil** sont rappelées dans la convention de stage, notamment les articles 5-11 à 5-18 du décret 82-453 modifié.

L'établissement informe la **structure publique d'accueil** de la situation de l'élève :

- âge,
- diplôme éventuel de spécialité,
- donc de la nécessité de procéder à une déclaration de dérogation aux travaux interdits le cas échéant.

Il est nécessaire que cette déclaration de déroger soit visée dans la convention de stage (circulaire interministérielle n°11 du 23 octobre 2013).

Il convient d'accompagner la **structure publique d'accueil** dans ces démarches par tout moyen (site internet de l'établissement, dossier,...).

Le service de santé scolaire pourra vous apporter un éclairage quant au suivi médical des dérogations : ce.mctr@ac-orleans-tours.fr

L'Inspecteur santé sécurité au travail compétent pourra vous apporter des réponses concernant les travaux normalement interdits aux mineurs : pour les élèves en stage dans une structure relevant du ministère de l'Éducation nationale ce.isst@ac-orleans-tours.fr

Enfin les CHSCT départementaux sont informés concernant les dérogations établies pour les élèves en stage dans des structures relevant du ministère de l'éducation nationale :

- Cher : chsctd-sec-18@ac-orleans-tours.fr
- Eure-et-Loir : chsctd-sec-28@ac-orleans-tours.fr
- Indre : chsctd-sec-36@ac-orleans-tours.fr
- Indre-et-Loire : chsctd-sec-37@ac-orleans-tours.fr
- Loir-et-Cher : chsctd-sec-41@ac-orleans-tours.fr
- Loiret : chsctd-sec-45@ac-orleans-tours.fr

V. Les travaux réglementés soumis à déclaration de dérogation

Les travaux réglementés normalement interdits aux mineurs sont définis par le code du travail.

Les principaux éléments réglementaires sont disponibles dans les annexes ci-dessous :

- [annexe 1](#) – Repères réglementaires pour les travaux interdits et réglementés : circulaire interministérielle du 7 septembre 2016 et extraits du code du travail.
- [annexe 2](#) – Liste des travaux interdits et réglementés.
- [annexe 3](#) – Repères pour affiner la dérogation

VI. L'aptitude médicale

Le rôle du médecin

Seul un médecin du travail ou un médecin de l'Éducation nationale peut donner un avis médical pour les élèves mineurs préparant un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel pour lesquels une déclaration de dérogation aux interdictions est prévue par le code du travail et est indispensable à la formation (en application des dispositions de l'article R.4153-40 de ce code).

L'aptitude médicale concerne l'utilisation d'équipements de travail, l'exposition à des agents chimiques dangereux, la réalisation de travaux dangereux, pour lesquels des restrictions peuvent être prononcées au regard de l'état de santé des mineurs.

Dès la première quinzaine de septembre, le chef d'établissement adresse au(x) médecin(s) :

- la liste des mineurs de 15 à 18 ans concernés par la déclaration de dérogation,
- un tableau récapitulatif par classe reprenant les différents avis possibles,
- la liste des appareils et produits indispensables à la formation, précisément référencée mentionnant leurs lieux d'utilisation,
- le document unique identifiant les risques présents en atelier et les moyens de protection individuelle et collective mis à disposition des élèves et des personnels.

Il transmet aux parents de l'élève la convocation à la visite médicale ([annexe 6.1](#)) et le questionnaire de santé (annexes [6](#) pour la première dérogation ou [8](#) pour le renouvellement annuel de l'aptitude médicale). Toute absence de l'élève doit être justifiée; il ne peut être programmé qu'un seul rendez-vous de remplacement.

Le chef d'établissement informe les familles concernées et l'élève de l'obligation de se présenter à la visite médicale en possession de tous les documents portés sur la convocation.

Conditions de réalisation des visites médicales

Dispositions générales

Le médecin dispose d'un local approprié lui permettant de s'entretenir avec l'élève et de l'examiner dans des conditions correctes et garantissant la confidentialité. L'établissement doit se doter d'un matériel spécifique minimum ([BO hors-série n°1 du 6 janvier 2000](#)) : une table d'examen avec draps jetables, un tensiomètre adulte, une échelle de lecture, une balance, une toise, un audiomètre, etc.

Le local doit comporter une ligne téléphonique, **un accès à internet pour l'utilisation de l'application Esculape**, un point d'eau avec savon liquide, des serviettes jetables, une solution hydro-alcoolique pour les mains ainsi qu'une poubelle fermée permettant de contenir des Dasri (déchets d'activités de soins à risques infectieux).

Les conditions d'exercice

Ces visites médicales peuvent être réalisées par le médecin dès lors que les conditions suivantes sont respectées :

- Questionnaire médical ([annexe 6](#)) renseigné et signé par les responsables légaux du mineur, présentation des certificats de vaccination (ou du carnet de santé).
- Les locaux d'examen sont rendus disponibles et équipés à cet effet.

Une visite programmée peut être annulée en cas d'urgence de santé publique, laquelle impose la présence du médecin dans un autre établissement.

- [Annexe 6](#) – Questionnaire médical à remplir par les parents.
- [Annexe 8](#) – Courrier de mise à jour annuelle de la situation médicale de l'élève.

La rédaction de l'avis

- [Annexe 7](#) – Avis médical d'aptitude.

Le médecin détermine si l'état de santé de l'élève est compatible avec l'utilisation des machines et la réalisation de travaux interdits aux mineurs, au sein de l'établissement scolaire dans le cadre de sa filière de formation. L'avis médical concerne l'état physique et psychique de l'élève. Le médecin peut être amené à demander des examens complémentaires avant de rendre cet avis.

Pour les périodes en entreprise, le certificat médical d'aptitude est tenu à la disposition de l'inspection du travail

La personne qualifiée pour suivre la formation s'assure que les risques encourus sont identiques en milieu professionnel.

Dès qu'il a tous les éléments nécessaires, le médecin rend un avis. Deux mentions sont possibles :

- avis favorable (avec aménagement possible),
- avis défavorable (temporaire ou définitif).

Dans le second cas, un nouveau rendez-vous est fixé ou une réorientation professionnelle est, si besoin, proposée.

Lorsqu'un élève n'a pas encore passé sa visite médicale et que la déclaration de dérogation ne peut pas être demandée, dans l'attente du bilan médical celui-ci poursuit sa formation sans utiliser produits ou machines interdites aux mineurs dans le cadre des travaux réglementés.

La visite médicale étant obligatoire, en cas de refus ou d'absence non justifiée, il appartient au chef d'établissement de signifier à la famille, que l'absence d'un avis médical circonstancié compromet la formation de l'élève. Une injonction administrative à passer la visite médicale suffit généralement à lever les obstacles (1 seule convocation sauf circonstances médicales exceptionnelles).

En cours de formation, dans le cas d'évolution de l'état de santé d'un élève, ou d'observations particulières en atelier de la part des enseignants, le chef d'établissement peut saisir le médecin l'Éducation nationale pour un nouvel avis médical.

VII. Annexes

Gestion des documents présentés

	Type de document	Action	Conservation	Commentaire
Annexe 1 Définitions des travaux interdits aux mineurs d'après le code du travail	Information	Mettre à disposition du plus grand nombre		
Annexe 2 Travaux pouvant faire l'objet d'une dérogation	Information	Mettre à disposition du plus grand nombre		
Annexe 3 Pour d'identifier ce qui est interdit, nécessite une dérogation ou est autorisé	Information	Mettre à disposition du plus grand nombre		
Annexes 4, 4.1 et 4.2 Déclaration de dérogation	Déclaration de dérogation	À remplir par l'établissement et à adresser à l'inspection du travail dès la rentrée	Oui, copie	Envoi par tout moyen conférant date certaine à l'inspection du travail
Annexes 5, 5.1 et 5.2 Dossier de dérogation	Dossier de dérogation	À remplir par l'établissement dès la rentrée	Oui, original	Tenu à disposition de l'inspection du travail
Annexe 6 Questionnaire médical préalable à la dérogation	Questionnaire	A remplir par les parents, puis à remettre au médecin scolaire ou du travail en vue d'établir le certificat médical d'aptitude	Oui, original	Doit aussi être tenu à disposition de l'inspection du travail
Annexe 6.1 Convocation à la visite médicale	Convocation	A remplir par l'établissement puis à transmettre aux tuteurs légaux	Copie conseillée dans l'établissement	
Annexe 6.2 Tableau des filières de formation en vue des visites médicales	Recueil des formations	A remplir par l'établissement en vue de l'organisation de visites médicales	Oui	Médecin scolaire ou du travail pour la visite médicale
Annexe 7 Avis médical d'aptitude	Avis médical d'aptitude	A remplir par le médecin scolaire ou du travail A tenir à la disposition de l'inspection du travail	Oui	Peut être tenu à la disposition des élèves en vue des dérogations faites par les entreprises durant les PFMP
Annexe 8 Mise à jour annuelle de la situation médicale	Questionnaire	Tuteurs de l'élève	Oui	Inspection du travail, Médecin scolaire ou du travail
Annexe 9 Exemples de travaux autorisés	Information	Mettre à disposition du plus grand nombre		
Annexe 10 Pictogrammes de danger	Information	Mettre à disposition du plus grand nombre		

Annexe 1 – Repères réglementaires pour les travaux interdits et réglementés

Repères de lecture :

Cadre général

Travaux interdits

Travaux interdits avec dérogation possible

Instruction ministérielle [NOR : TEST1625239C du 7 septembre 2016](#) relative à la mise en œuvre des dérogations aux travaux interdits pour les jeunes âgés de quinze ans au moins et de moins de dix-huit ans.

Article L.4153-8

Il est interdit d'employer des travailleurs de moins de dix-huit ans à certaines catégories de travaux les exposant à des risques pour leur santé, leur sécurité, leur moralité ou excédant leurs forces. Ces catégories de travaux sont déterminées par voie réglementaire.

Article L.4153-9

Par dérogation aux dispositions de l'article L.4153-8, les travailleurs de moins de dix-huit ans ne peuvent être employés à certaines catégories de travaux mentionnés à ce même article que sous certaines conditions déterminées par voie réglementaire.

Article D. 4153-15

Les dispositions de la présente section définissent les travaux interdits aux jeunes âgés d'au moins quinze ans et de moins de dix-huit ans en application de l'article L.4153-8 ainsi que les travaux interdits susceptibles de dérogation en application de l'article L.4153-9.

Article D.4153-16

Il est interdit d'affecter les jeunes à des travaux les exposant à des actes ou représentations à caractère pornographique ou violent.

Article D.4153-17

I.-Il est interdit d'affecter les jeunes à des travaux impliquant la préparation, l'emploi, la manipulation ou l'exposition à des agents chimiques dangereux définis aux [articles R.4412-3 et R.4412-60](#), à l'exception des agents chimiques dangereux qui relèvent uniquement d'une ou de plusieurs des catégories de danger définies aux sections 2.4, 2.13, 2.14 et aux parties 4 et 5 de l'annexe I du règlement (CE) n° 1272/2008.

II.-Il peut être dérogé à l'interdiction mentionnée au I dans les conditions et formes prévues à la section 3 du présent chapitre.

Art. D.4153-18

I.-Il est interdit d'affecter les jeunes à des opérations susceptibles de générer une exposition à un niveau d'empoussièrement de fibres d'amiante de niveau 1, 2 et 3 définis à l'article R. 4412-98.

II. -Il peut être dérogé à l'interdiction mentionnée au I pour des opérations susceptibles de générer une exposition à des niveaux d'empoussièrement de fibres d'amiante de niveau 1 ou 2 définis à l'article R. 4412-98 dans les conditions et formes prévues à la section 3 du présent chapitre.

Article D. 4153-19

Il est interdit d'affecter les jeunes à des travaux les exposant aux agents biologiques de groupe 3 ou 4 au sens de l'article R. 4421-3.

Article D. 4153-20

Il est interdit d'affecter les jeunes à des travaux les exposant à un niveau de vibration supérieur aux valeurs d'exposition journalière définies à l'article R. 4443-2.

Article D. 4153-21

I. -Il est interdit d'affecter les jeunes à des travaux les exposant aux rayonnements ionisants requérant un classement en catégorie A ou B au sens de l'article R. 4451-44.

II.-Il peut être dérogé à l'interdiction mentionnée au I pour les travaux exposant aux rayonnements ionisants requérant un classement en catégorie B au sens de l'article R.4451-44 dans les conditions et formes prévues à la section 3 du présent chapitre.

Article D.4153-22

I. -Il est interdit d'affecter les jeunes à des travaux susceptibles de les exposer à des rayonnements optiques artificiels et pour lesquels les résultats de l'évaluation des risques mettent en évidence la moindre possibilité de dépassement des valeurs limites d'exposition définies aux articles R.4452-5 et R.4452-6.

II.-Il peut être dérogé à l'interdiction mentionnée au I dans les conditions et formes prévues à la section 3 du présent chapitre.

Article D.4153-23

I. -Il est interdit d'affecter les jeunes à des travaux hyperbares au sens de l'article R. 4461-1.

II.-Il peut être dérogé à l'interdiction mentionnée au I pour des interventions en milieu hyperbare autres que celles relevant de la classe 0 dans les conditions et formes prévues à la section 3 du présent chapitre.

Article D.4153-24

Il est interdit aux jeunes d'accéder sans surveillance, à tout local ou emplacement d'un établissement ou chantier présentant un risque de contact avec des pièces nues sous tension, sauf s'il s'agit d'installations à très basse tension de sécurité (TBTS). Il est interdit de faire exécuter par des jeunes des opérations sous tension.

Article D.4153-25

Il est interdit d'affecter les jeunes à des travaux de démolition, de tranchées, comportant des risques d'effondrement et d'ensevelissement, notamment des travaux de blindage, de fouilles ou de galeries ainsi qu'à des travaux d'étaielement.

Article D.4153-26

Il est interdit d'affecter les jeunes à la conduite des quadricycles à moteur et des tracteurs agricoles ou forestiers non munis de dispositif de protection en cas de renversement, ou dont ledit dispositif est en position rabattue, et non munis de système de retenue du conducteur au poste de conduite en cas de renversement.

Article D.4153-27

I.-Il est interdit d'affecter les jeunes à la conduite d'équipements de travail mobiles automoteurs et d'équipements de travail servant au levage.

II.-Il peut être dérogé à l'interdiction mentionnée au I dans les conditions et formes prévues à la section 3 du présent chapitre.

Article D.4153-28

I.-Il est interdit d'affecter les jeunes à des travaux impliquant l'utilisation ou l'entretien :

- 1° Des machines mentionnées à l'article R.4313-78, quelle que soit la date de mise en service ;
- 2° Des machines comportant des éléments mobiles concourant à l'exécution du travail qui ne peuvent pas être rendus inaccessibles durant leur fonctionnement.

II.-Il peut être dérogé à l'interdiction mentionnée au I dans les conditions et formes prévues à la section 3 du présent chapitre.

Article D.4153-29

I.-Il est interdit d'affecter les jeunes à des travaux de maintenance lorsque ceux-ci ne peuvent être effectués à l'arrêt, sans possibilité de remise en marche inopinée des transmissions, mécanismes et équipements de travail en cause.

II.-Il peut être dérogé à l'interdiction mentionnée au I dans les conditions et formes prévues à la section 3 du présent chapitre.

Article D.4153-30

I.-Il est interdit d'affecter les jeunes à des travaux temporaires en hauteur lorsque la prévention du risque de chute de hauteur n'est pas assurée par des mesures de protection collective.

II.-Il peut être dérogé, pour l'utilisation d'échelles, d'escabeaux et de marchepieds, à l'interdiction mentionnée au I, dans les conditions prévues par le deuxième alinéa de l'article R.4323-63.

III.-Il peut être dérogé, pour les travaux nécessitant l'utilisation d'équipements de protection individuelle, à l'interdiction mentionnée au I, dans les conditions et selon les modalités prévues

à la section III du présent chapitre et à l'article R.4323-61. Cette dérogation est précédée, tant au sein des établissements mentionnés à l'article R.4153-38 qu'en milieu professionnel, de la mise en œuvre des informations et formations prévues par les articles R.4323-104 à R.4323-106.

Article D.4153-31

I.-Il est interdit d'affecter les jeunes au montage et démontage d'échafaudages.

II.-Il peut être dérogé à l'interdiction mentionnée au I dans les conditions et formes prévues à la section 3 du présent chapitre.

Article D.4153-32

Il est interdit d'affecter les jeunes à des travaux en hauteur portant sur les arbres et autres essences ligneuses et semi-ligneuses.

Article D.4153-33

I.-Il est interdit aux jeunes de procéder à des travaux impliquant les opérations de manipulation, de surveillance, de contrôle et d'intervention sur des appareils à pression soumis à suivi en service en application de l'article L.557-28 du code de l'environnement.

II.-Il peut être dérogé à l'interdiction mentionnée au I dans les conditions et formes prévues à la section 3 du présent chapitre.

Article D.4153-34

I. -Il est interdit d'affecter des jeunes :

- 1° A la visite, l'entretien et le nettoyage de l'intérieur des cuves, citernes, bassins et réservoirs.
- 2° A des travaux impliquant les opérations dans un milieu confiné notamment dans les puits, conduites de gaz, canaux de fumée, égouts, fosses et galeries.

II.-Il peut être dérogé à l'interdiction mentionnée au I dans les conditions et formes prévues à la section 3 du présent chapitre.

Article D.4153-35

I. Il est interdit d'affecter les jeunes à des travaux de coulée de verre ou de métaux en fusion et de les admettre de manière habituelle dans les locaux affectés à ces travaux.

II.-Il peut être dérogé à l'interdiction mentionnée au I dans les conditions et formes prévues à la section 3 du présent chapitre.

Article D.4153-36

Il est interdit d'affecter les jeunes aux travaux les exposant à une température extrême susceptible de nuire à la santé.

Article D. 4153-37

Il est interdit d'affecter les jeunes à :

- 1° Des travaux d'abattage, d'euthanasie et d'équarrissage des animaux ;
- 2° Des travaux en contact d'animaux féroces ou venimeux.

Annexe 2 – Liste des travaux interdits et réglementés

	TRAVAUX INTERDITS Aucune dérogation possible	TRAVAUX RÉGLEMENTÉS Soumis à déclaration de dérogation	TRAVAUX AUTORISÉS Sans déclaration de dérogation
Travaux portant atteinte à l'intégrité physique ou morale	D.4153-16		
Travaux exposant à certains agents chimiques dangereux (ACD)		D.4153-17	
ACD visés à R.4411-6 2° et 15° (combustibles et dangereux pour l'environnement)			D.4153-17
Travaux exposant à des agents chimiques dangereux / amiante empoussièrément de niveau 2 & 3 (R.4412-98).	D.4153-18 + jurisprudence		
Travaux exposant à l'amiante, niveau d'empoussièrément 1		D.4153-18	
Travaux exposant à des agents biologiques groupes 3 et 4 (R.4421-3).	D.4153-19		
Travaux exposant aux agents biologiques de groupe 1 et 2 (R.4421-3)			D.4153-19
Travaux exposant à un niveau de vibrations mécaniques supérieur valeurs journalières (R.4443-2).	D.4153-20		
Travaux exposant à niveau de vibrations inférieur à la VLE (R.4443-2)			D.4153-20
Travaux exposant à des rayonnements ionisants de catégorie A (R.4451-44)	D.4153-21		
Travaux exposant à des rayonnements ionisants de catégorie B (R.4451-44)		D.4153-21	
Travaux exposant aux ray. optiques artificiels si possibilité de dépassement de la VLEP (R.4452-5 et 6)		D.4153-22	
Interventions en milieu hyperbare classe I, II, III (R.4461-1)		D.4153-23	
Travaux hyperbares de classe 0	D.4153-23		
Travaux sur installations à très basse tension (TBTs)			D.4153-24
Travaux comportant des risques d'effondrement et d'ensevelissement	D.4153-25		
Conduite d'ET (équipements de travail) mobiles automoteurs & d'ET servant au levage		D.4153-27	
Utilisation ou entretien de certains ET (CE de type R.4313-78) + éléments mobiles		D.4153-28	
Travaux de maintenance des équipements de travail		D.4153-29	
Travaux temporaires en hauteur sans protection collective		D.4153-30	
Montage / démontage d'échafaudage		D.4153-31	
Travaux temporaires en hauteur dans les arbres	D.4153-32		
Travaux avec appareils sous pression fixe		D.4153-33	
Travaux en milieu confiné (cuves, citernes, puits, conduites)		D.4153-34	
Travaux au contact de verre ou métal en fusion		D.4153-35	
Travaux exposant à des températures extrêmes	D.4153-36		
Travaux en contact d'animaux féroces ou dangereux	D.4153-37		
Opérations sur installations électriques ou opérations d'ordre électrique /non électrique si jeunes habilités (R.4544-9)			R.4153- 50

Travaux prévus à D.4153-27 (conduite des ET mobiles automoteurs et levage) avec formation et autorisation de conduite			R.4153-51
Manutention manuelle excédant 20% du poids du jeune si aptitude médicale constatée			R.4153-52
Travaux légers non préjudiciables à sa sécurité, sa santé ou à son développement			D.4153-4

Annexe 3 – Substances et travaux dangereux – Tableaux de synthèse

Tableau 1a – Identification des produits chimiques dangereux

Autorisation (sans dérogation)	DÉROGATION NÉCESSAIRE	Interdiction absolue
<p>Produits uniquement comburant et/ou dangereux pour l'environnement</p> <p>L'étiquette comporte exclusivement un ou deux de ces pictogrammes</p> <div data-bbox="113 571 252 705"></div> <div data-bbox="129 710 234 730">O - Comburant</div> <div data-bbox="295 571 434 705"></div> <div data-bbox="300 710 434 745">N - Dangereux pour l'environnement</div> <p>OU</p> <div data-bbox="150 813 231 835">SGH09</div> <div data-bbox="113 857 268 1010"></div> <div data-bbox="322 813 403 835">SGH03</div> <div data-bbox="288 857 438 1010"></div>	<p>Produit chimique dangereux dont au moins un de ces pictogrammes est présent sur l'étiquette</p> <div data-bbox="542 353 681 488"></div> <div data-bbox="571 492 652 512">E - Explosif</div> <div data-bbox="694 353 833 488"></div> <div data-bbox="703 492 821 521">F - Facilement inflammable</div> <div data-bbox="845 353 984 488"></div> <div data-bbox="868 492 949 512">T - Toxique</div> <div data-bbox="997 353 1136 488"></div> <div data-bbox="1023 492 1104 512">Xi - Irritant</div> <div data-bbox="542 533 681 667"></div> <div data-bbox="547 669 676 701">F+ - Extrêmement inflammable</div> <div data-bbox="694 533 833 667"></div> <div data-bbox="703 669 821 689">T+ - Très toxique</div> <div data-bbox="845 533 984 667"></div> <div data-bbox="868 669 949 689">Xn - Nocif</div> <div data-bbox="997 533 1136 667"></div> <div data-bbox="1023 669 1104 689">C - Corrosif</div> <p>OU</p> <div data-bbox="563 801 644 824">SGH01</div> <div data-bbox="528 846 681 999"></div> <div data-bbox="722 801 804 824">SGH02</div> <div data-bbox="694 846 833 999"></div> <div data-bbox="882 801 963 824">SGH04</div> <div data-bbox="853 846 992 999"></div> <div data-bbox="1042 801 1123 824">SGH05</div> <div data-bbox="1013 846 1152 999"></div> <div data-bbox="563 1014 649 1039">SGH06</div> <div data-bbox="528 1061 681 1214"></div> <div data-bbox="722 1014 809 1039">SGH07</div> <div data-bbox="694 1061 833 1214"></div> <div data-bbox="882 1014 968 1039">SGH08</div> <div data-bbox="853 1061 992 1214"></div> <p>La déclaration de dérogation doit préciser la liste des produits concernés utilisés dans le cadre de la formation.</p> <p>Pour chacun de ces produits l'établissement doit disposer des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les étiquetages des produits ; - les fiches de données de sécurité – FDS (ainsi que pour les produits phytopharmaceutiques et les produits biocides, les autorisations de mise sur le marché) ; - les procédés et conditions de mise en œuvre des produits (depuis leur entrée jusqu'à leur sortie de l'établissement ou entreprise - élimination des déchets) ; - les conditions de stockage ; - les moyens de protection collective (vérifications périodiques, entretien) et la mise à disposition des équipements de protection individuelle (EPI). <p>Lors de l'examen de la demande de dérogation, l'inspecteur du travail peut demander ces documents.</p> <p>L'évaluation des risques liés à l'usage de ces produits figure dans le Duerp.</p>	

Tableau 1b – Travaux exposant à l'amiante

Autorisation (sans dérogation)	Dérogation nécessaire	Interdiction absolue
Aucune	<p>Travaux exposant à un empoussièrément inférieur à 100 fibres/litre</p> <p>La demande de droit à déroger doit préciser la liste des travaux qui seraient susceptibles d'exposer les élèves à un empoussièrément inférieur à ce seuil d'exposition.</p> <p>L'évaluation des risques liés à ces travaux figure dans le Duerp</p>	Travaux exposant à un empoussièrément de plus de 100 fibres/litre

Tableau 2 – Travaux exposant à des agents biologiques

Autorisation (sans dérogation)	Dérogation nécessaire	Interdiction absolue
<p>Travaux exposant aux agents biologiques de groupes 1 et 2.</p> <p>Le groupe 1 comprend les agents biologiques non susceptibles de provoquer une maladie chez l'homme.</p> <p>Le groupe 2 comprend les agents biologiques pouvant provoquer une maladie chez l'homme et constituer un danger pour les travailleurs. Leur propagation dans la collectivité est peu probable et il existe généralement une prophylaxie ou un traitement efficace.</p>	Sans objet	<p>Travaux exposant aux agents biologiques de groupes 3 et 4.</p> <p>Le groupe 3 comprend les agents biologiques pouvant provoquer une maladie grave chez l'homme et constituer un danger sérieux pour les travailleurs. Leur propagation dans la collectivité est possible, mais il existe généralement une prophylaxie ou un traitement efficaces.</p> <p>Le groupe 4 comprend les agents biologiques qui provoquent des maladies graves chez l'homme et constituent un danger sérieux pour les travailleurs. Le risque de leur propagation dans la collectivité est élevé. Il n'existe généralement ni prophylaxie ni traitement efficace.</p>

Tableau 3 – Travaux exposant aux vibrations mécaniques

Autorisation (sans dérogation)	Dérogation nécessaire	Interdiction absolue
<p>Travaux exposant à des niveaux d'exposition inférieurs à l'une et à l'autre des valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ pour les vibrations transmises aux mains et aux bras : 2,5 m/s² ; ▪ pour les vibrations transmises à l'ensemble du corps : 0,5 m/s². 	Sans objet	<p>Travaux exposant à des niveaux d'exposition supérieurs à l'une et/ou à l'autre des valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ pour les vibrations transmises aux mains et aux bras : 2,5 m/s² ; ▪ pour les vibrations transmises à l'ensemble du corps : 0,5 m/s².

Tableau 4 – Travaux exposant à des rayonnements

Autorisation (sans dérogation)	Dérogation nécessaire	Interdiction absolue
--	------------------------------	-----------------------------

	<p>Exposition à des rayonnements ionisants à un niveau supérieur à 30 % des valeurs limites d'exposition (VLEP) définies pour 12 mois consécutifs et fixées aux articles R.4451-12 à R.4451-17.</p> <p>Exposition à des rayonnements optiques artificiels si dépassement des valeurs limites d'exposition définies dans l'Annexe 1 du décret n°2010-750.</p> <p>Exposition à des rayonnements laser de niveaux supérieurs aux VLEP fixées par les tableaux de l'annexe 2 du décret n°2010-750.</p>	
--	--	--

Tableau 5 – Travaux en milieu hyperbare

Autorisation (sans dérogation)	Dérogation nécessaire	Interdiction absolue
Interventions réalisées dans une zone de pression inférieure à 1200 hectopascals.	Interventions réalisées à des niveaux de pression supérieurs à 1200 hectopascals.	

Tableau 6 – Travaux exposant aux risques électriques

Autorisation (sans dérogation)	Dérogation nécessaire	Interdiction absolue	AUTORISATION SPÉCIALE
	Sans objet	<p>Il est interdit de laisser un jeune, accéder sans surveillance à un local ou un chantier présentant un risque de contact avec des pièces nues sous tension (sauf s'il s'agit de très basse tension de sécurité).</p> <p>Interdiction pour un jeune de réaliser des opérations sur des installations électriques sous tension.</p>	<p>En présence d'un encadrement adéquat et s'il est titulaire du niveau d'habilitation adapté (notamment durant les PFMP), le jeune peut exécuter des opérations sur les installations électriques ou des opérations d'ordre électrique ou non, dans les zones de voisinage de ces installations.</p> <p>L'évaluation des risques électriques doit figurer dans le Duerp.</p>

Tableau 7 – Travaux avec risques d'effondrement et d'ensevelissement

Autorisation (sans dérogation)	Dérogation nécessaire	Interdiction absolue
Démolition d'éléments non structurants d'un ouvrage, tels que les cloisons, faux plafond, décorations et staffs.	Sans objet	Tous les travaux de démolition, de tranchées, comportant des risques d'effondrement et d'ensevelissement.

Tableau 8 – Travaux impliquant des équipements mobiles automoteurs et servant au levage

Autorisation (sans dérogation)	Dérogation nécessaire	Interdiction absolue
	Conduite d'équipements de travail mobiles automoteurs et d'équipements de travail servant au levage. L'affectation à ces travaux est subordonnée à deux	Conduite des quadricycles à moteur et des tracteurs

	conditions : <ul style="list-style-type: none"> ▪ avoir reçu une formation adéquate ; ▪ avoir obtenu une autorisation de conduite pour certains équipements tels : <ul style="list-style-type: none"> ○ les chariots automoteurs de manutention à conducteur porté ○ les plates-formes élévatrices mobiles de personnes ○ les engins de chantier télécommandés ou à conducteur porté ○ les grues à tour, les grues mobiles, les grues auxiliaires de chargement de véhicules. 	agricoles ou forestiers non munis de dispositif de protection en cas de renversement.
--	---	---

Tableau 9 – Travaux avec utilisation d'équipements de travail

Autorisation (sans dérogation)	Dérogation nécessaire	Interdiction absolue
Utilisation de machines dont les éléments mobiles (outils ou autres) sont inaccessibles durant le fonctionnement (cas de machines entièrement cartérisées par exemple). Travaux de maintenance fait à l'arrêt de la machine.	D'une façon générale, tous les équipements de travail dont des éléments mobiles (outils ou autres) sont accessibles durant le fonctionnement, tels : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Toutes les machines à bois dès lors qu'il y a, en fonctionnement, accès possible aux outils ou autres pièces mobiles : approvisionnement, chargement, déchargement ou avance manuels, ▪ Machines portatives telles scie, rabot, meuleuse, disqueuse, défonceuse, ▪ Scies à ruban pour textile, ▪ Presse y compris plieuse si course >6 mm et vitesse >30mm/s, ▪ Pont élévateur, ▪ Machine de moulage plastique ou caoutchouc à déchargement manuel, ▪ Bétonnière, ▪ Travaux de maintenance machines en fonctionnement (si éléments mobiles accessibles). 	

Tableau 10 – Travaux en hauteur

Autorisation (sans dérogation)	Dérogation nécessaire	Interdiction absolue
Travaux en hauteur avec protection collective supprimant tout risque de chute.	Montage et démontage d'échafaudages en sécurité par des moyens adaptés constitués par des garde-corps mis en place à partir du niveau inférieur déjà muni de ses protections collectives ; ce procédé permettant la sécurisation du niveau supérieur avant son installation définitive.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux en hauteur sans protection collective. ▪ Travaux en hauteur sur des arbres y compris avec usage de plates-formes élévatrices de personnes. ▪ Montage d'échafaudage nécessitant l'usage d'arrêt de chute. ▪ Travaux dits « à la corde »

Tableau 11 – Travaux avec ou sur des appareils sous tension

Autorisation (sans dérogation)	Dérogation nécessaire	Interdiction absolue
	Opérations de manipulation, de surveillance, de contrôle et d'intervention sur des appareils à pression tels : <ul style="list-style-type: none"> ▪ les appareils à pression de gaz : compresseurs, bouteilles de gaz « butane », récipients de stockage de gaz, tuyauteries et accessoires, bouteilles pour appareils 	

	respiratoires isolants (ARI), extincteurs, bouteilles GPL d'une capacité inférieure à 35 kg, compresseurs, <ul style="list-style-type: none"> ▪ les autoclaves pour réacteur ; ▪ les appareils à pression de vapeur : chaudières, autoclaves à stérilisation, cocotte-minute ; ▪ les appareils à pression de liquide : équipements hydrauliques ; ▪ les appareils utilisés sous vide : évaporateurs, dessiccateurs. 	
--	---	--

Tableau 12 – Travaux en milieu confiné

Autorisation (sans dérogation)	Dérogation nécessaire	Interdiction absolue
	Visite, entretien et nettoyage de l'intérieur des cuves, citernes, bassins et réservoirs ; Opérations dans un milieu confiné notamment dans les puits, conduites de gaz, canaux de fumée, égouts, fosses et galeries.	

Tableau 13 – Travaux exposant à des températures extrêmes

Autorisation (sans dérogation)	Dérogation nécessaire	Interdiction absolue
	Sans objet	Travaux exposant à une température extrême susceptible de nuire à la santé. Travail à la chaleur : le plan canicule activé chaque année précise les préconisations liées aux fortes élévations de températures. Travail au froid : le plan grand froid précise les préconisations liées aux abaissements extrêmes des températures.

Annexe 4 – Documents à adresser à l’inspection du travail

Déclaration de dérogation aux travaux réglementés en vue d’accueillir des jeunes mineurs de 15 ans à moins de 18 ans

R. 4153-40 et suivants du code du travail

La déclaration de dérogation initiale ou de renouvellement de dérogation est adressée, par tout moyen conférant date certaine, à l’inspection du travail.

☐ **Déclaration initiale**

☐ **Actualisation** en cas de **modification** d’un des éléments de la déclaration de dérogation, il est impératif de les communiquer à l’agent de contrôle de l’inspection du travail dans un **délai de 8 jours** à compter des changements intervenus.

☐ **Renouvellement tous les 3 ans – Date de la dernière déclaration :**

SECTEUR D’ACTIVITÉ – code APE : **SIRET :**

TYPE D’ÉTABLISSEMENT : ☐ lycée professionnel/techno/agricole ☐ CFA ☐ Entreprise
☐ Organisme FP ☐ Ets social/médico-social ☐ Ets DPJJ

NOM D’ETABLISSEMENT/ENTREPRISE :

Adresse :

Code postal : Ville :

Adresse courriel : @ac-orleans-tours.fr

Tél :

FORMATION PROFESSIONNELLE – DIPLÔME VISÉ PAR LA DÉCLARATION:

.....

Liste des travaux réglementés nécessaires aux formations professionnelles assurées dans des lieux connus faisant l’objet de la présente déclaration de dérogation

Renseigner le tableau 4.1 suivant pour établir :

- la liste des travaux réglementés pour lesquels la déclaration est effectuée,
- les lieux de formations connus et les formations professionnelles ou métiers concernés,
- la qualité/fonction des personnes chargées d’encadrer les jeunes pendant les travaux réglementés.

Puis les tableaux 4.2 pour établir :

- la nature des travaux indiqués au tableau 4.1,
- les équipements de travail utilisés,
- les risques inhérents aux milieux de travail ou aux activités.

Déclaration de dérogation de l’employeur ou du chef d’établissement

Je soussigné(e),, déclare par la présente déroger aux travaux réglementés en vue d’accueillir des jeunes âgés d’au moins 15 ans et moins de 18 ans en formation professionnelle. Vous trouverez en tableau 4.1 et 4.2 :

- Les travaux pour lesquels cette déclaration est effectuée,
- Les lieux de formations connus,
- Les formations professionnelles ou métiers concernés,
- Les qualités et fonctions des personnes chargées d’encadrer les jeunes pendant ces travaux.

J’atteste avoir procédé à l’évaluation des risques* pour la santé et la sécurité des travailleurs, et mis en œuvre les actions de prévention dans mon établissement. Les travaux seront réalisés dans le respect des règles de santé et de sécurité prévues par le code du travail. L. 4121-1, L. 4121-3 et R. 4153-40 du code du travail.

Fait à le

Signature et qualité du déclarant

Cachet de l’établissement

* dont les résultats se trouvent dans le document unique

Tableau 4.1 – Liste des travaux réglementés pour lesquels la dérogation est demandée

	Source du risque	Travaux réglementés soumis à déclaration de dérogation	Locaux de formation connus			Intitulé des formations professionnelles ou des métiers concernés par les travaux réglementés	Qualité ou fonction personnes encadrant les jeunes pendant l'exécution des travaux réglementés
			Chantier Extérieur **	Locaux de l'établissement /entreprise	Si autres locaux différents de ceux de l'établissement / entreprise, préciser l'adresse		
1	Activité	D. 4153-17 – travaux impliquant la préparation, l'emploi, la manipulation ou l'exposition à des agents chimiques dangereux définis aux articles R. 4412-3 et R. 4412-60	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
2	Activité	D. 4153-18* - opérations susceptibles de générer une exposition à un niveau d'empoussièrement de fibres d'amiante de niveau 1 ou 2 tel que défini à l'article R. 4412-98.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3	Équipement de travail	D. 4153-21* - travaux les exposant aux rayonnements ionisants requérant un classement en catégorie B au sens de l'article R. 4451-46	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
4	Équipement de travail	D4153-22* - travaux susceptibles de les exposer à des rayonnements optiques artificiels et pour lesquels les résultats de l'évaluation des risques mettent en évidence la moindre possibilité de dépassement des valeurs limites d'exposition définies aux articles R. 4452-5 et R. 4452- 6	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
5	Milieu de travail	D. 4153-23 - interventions en milieu hyperbare au sens de l'article R.4461-1, classe I, II, III	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6	Équipement de travail	D. 4153-27 - conduite d'équipements de travail mobiles automoteurs et d'équipements de travail servant au lavage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
7	Équipement de travail	D. 4153-28 - travaux impliquant l'utilisation ou l'entretien : 1° des machines mentionnées à l'article R. 4313-78, quelle que soit la date de mise en service ; 2° des machines comportant des éléments mobiles concourant à l'exécution du travail qui ne peuvent pas être rendus inaccessibles durant leur fonctionnement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
8	Équipement de travail	D. 4153-29 - travaux de maintenance lorsque ceux-ci ne peuvent être effectués à l'arrêt, sans possibilité de remise en marche inopinée des transmissions, mécanismes et équipements de travail en cause	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
9	Activité	D4153-30 - échelles – marchepieds – escabeaux Travaux temporaires en hauteur nécessitant l'utilisation d'équipements de protection individuelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
10	Équipement de travail	D. 4153-31 - montage et démontage d'échafaudages	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
11	Équipement de travail	D. 4153-33 - travaux impliquant les opérations de manipulation, de surveillance, de contrôle et d'intervention sur des appareils à pression soumis à suivi en service en application de l'article L.557-28 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
12	Milieu de travail	D. 4153-34 - 1° à la visite, l'entretien et le nettoyage de l'intérieur des cuves, citernes, bassins, réservoirs; 2° à des travaux impliquant les opérations dans un milieu confiné notamment dans les puits, conduites de gaz, canaux de fumée, égouts, fosses et galeries.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
13	Activité	D. 4153-35 - travaux de coulée de verre ou de métaux en fusion et les admettre de manière habituelle dans les locaux affectés à ces travaux.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

* : soumis à valeur limite d'exposition (VLEP) ; ** : agricole, forestier, BTP, tout site extérieur pour un travail temporaire

Tableaux 4.2 – Nature des travaux, équipements utilisés et risques engendrés

Si votre liste est plus longue que prévue ci-dessous, la reporter sur une photocopie à annexer à la déclaration de dérogation

	Uniquement les équipements de travail, sources de risques physiques du tableau en page 2 D. 4153-21, 22, 27, 28, 29, 31 & 33 du code du travail et machines agricoles cités dans la fiche 9 de la Circulaire n°11 du 23 oct 2013				
	Nature des travaux nécessaires aux formations professionnelles indiquées en page 2	Nom ¹ des équipements de travail Nom des substances utilisées	Informations sur la plaque signalétique de chaque équipement de travail		Observations
			Marque, type, n° de série	Année de fabrication	
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					
21					

Interventions en milieu de travail hyperbare D. 4153-23			
	Nature des travaux nécessaires aux formations professionnelles indiquées au tableau 4.1	Type de milieu confiné ou cuves & durée des interventions (h)	Observations
1			
2			

Travaux en milieu de travail confiné ou cuves, réservoirs D. 4153-34			
	Nature des travaux nécessaires aux formations professionnelles indiquées au tableau 4.1	Type de milieu confiné ou cuves & durée des interventions (h)	Observations
1			
2			

Exemples : presse plieuse, pont élévateur pour véhicules, roto broyeur...

Si votre liste est plus longue que prévue ci-dessous, la reporter sur une photocopie à annexer à la déclaration de dérogation

Travaux temporaires en hauteur D. 4153-30			
	Nature des travaux nécessaires aux formations professionnelles indiquées au tableau 4.1	Equipements de protection collective et individuelle	Observations
1			
2			
3			
4			

Activités impliquant l'exposition à des agents chimiques dangereux (ACD) & CMR D. 4153-17			
	Nature des travaux nécessaires aux formations professionnelles indiquées en page 2	Nom des ACD & Marque ou Distributeur *	Observations
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			

* : Information disponible sur l'étiquette du contenant ou sur la fiche de données sécurité (FDS) + existence de VLEP réglementaire

	Activités impliquant l'exposition à l'amiante D. 4153-18			
	Nature des opérations nécessaires aux formations professionnelles indiquées en page 2	Type de matériau amianté*	Niveau d'empoussièrement prévu (fibres/litre)	Observations
1				
2				
3				
4				
5				

* : calorifugeage, fibrociment, béton hydrofuge, garniture de freins amiantés...

	Activités impliquant l'exposition à un risque soumis à valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP) y compris les ACD			
	Nature des travaux nécessaires aux formations professionnelles indiquées en page 2	Type de risque	Niveau d'exposition prévu	Observations
1		rayonnement ionisant D. 4153-21	mSv/an	
2		rayonnement ionisant D.4153-21	mSv/an	
3		rayonnement ionisant D.4153-21	mSv/an	
4		rayon ^t optique artificiel D. 4153-22		

Annexe 5 – Documents à tenir à la disposition de l'inspection du travail

Liste des jeunes de plus de 15 ans et de moins de 18 ans

concernés par la déclaration de dérogation

☐ **Information initiale**

☐ **Actualisation** des informations sur la liste des jeunes

SECTEUR D'ACTIVITÉ – code APE : SIRET :

TYPE D'ÉTABLISSEMENT : ☐ lycée professionnel/techno/agricole ☐ CFA ☐ Entreprise

☐ Organisme FP ☐ Ets social/médico-social ☐ Ets DPJJ

NOM D'ÉTABLISSEMENT/ENTREPRISE :

Adresse :

Code postal : Ville :

Adresse courriel : @ac-orleans-tours.fr

Tél :

TRANSMISSION D'INFORMATIONS RELATIVES AUX JEUNES* PAR LE CHEF D'ÉTABLISSEMENT OU L'EMPLOYEUR

Je vous informe de l'accueil dans mon établissement des jeunes mineurs listés en page 2 comprenant les renseignements suivants :

- nom, prénom et date de naissance de chaque jeune,
- date d'avis médical d'aptitude** établi par le médecin du travail ou le médecin chargé du suivi médical pour effectuer les travaux réglementés et autorisés nécessaires à la formation professionnelle,
- formation professionnelle suivie (nom du diplôme ou métier) et durée,
- nom et localisation de l'entreprise ou de l'établissement de formation d'où le jeune vient,
- lieux de formation connus,
- date d'information et de formation à la sécurité aux jeunes,
- nom et prénom, qualité ou fonction des personnes compétentes chargées d'encadrer les jeunes pendant l'exécution des travaux réglementés.

En application de l'article R. 4153-41 du code du travail, mon établissement possède l'autorisation de déroger aux travaux réglementés nécessaires à la formation professionnelle des présents mineurs, accordée par l'inspecteur du travail (voir annexes 4, 4.1 et 4.2) :

M/Mme....., date de la dernière autorisation

Si structure importante*** :

- pour les entreprises, l'atelier concerné :
- pour les établissements de formation, la filière concernée :

Fait à..... le

Nom et qualité du demandeur : cachet Signature :

.....

.....

* le tableau en page 2 doit être représentatif de l'ensemble des jeunes travailleurs mineurs présents dans l'établissement (par classe/filière) ou dans l'entreprise (par atelier)

** avis médical annuel d'aptitude à tenir à disposition de l'inspecteur du travail en cas de contrôle

*** uniquement si la demande de dérogation spécifiait la filière ou l'atelier concerné

Annexe 5.1 – Liste tenue à la disposition de l’inspecteur du travail														
	Mineurs affectés aux travaux réglementés		Avis médical d'aptitude				Formation professionnelle suivie	Etablissement de formation professionnelle ou entreprise d'où le jeune vient	Durée	Lieux de formation connus			Formation à la sécurité	Personne(s) chargée(s) de l'encadrement des travaux réglementés
	NOM & Prénom	Date de naissance	Date de l'avis médical	Favorable	Favorable avec réserves	Défavorable	Nom du diplôme ou du métier préparé	→ Pour lycée, CFA, organisme de FP : nom de l'entreprise + Ville → Pour l'entreprise : nom du lycée, CFA, org. de FP +Ville	Année scolaire ou période(s) de formation	Locaux Ets/ entreprise	Autres locaux	Chantier extérieur*	Date formation	Nom & Prénom + Qualité ou Fonction
1				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
2				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
4				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
5				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
7				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
8				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
9				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
10				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
11				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
12				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
13				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
14				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
15				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
16				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
17				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
18				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
19				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
20				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
21				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
22				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
23				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
24				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
25				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		



Annexe 5.2 – Liste des élèves pour la visite du médecin

Année scolaire

[illegible]



**ACADÉMIE
D'ORLÉANS-TOURS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Annexe 6 – Questionnaire médical

Questionnaire médical Dérogation aux travaux réglementés

A remplir par les responsables légaux

Service médical en faveur des élèves

Nom du médecin de l'Éducation nationale :

Établissement scolaire :

Dans le cadre de sa formation professionnelle, votre enfant devra travailler sur des machines dangereuses et utiliser des produits dangereux.

Votre enfant étant mineur, le chef d'établissement doit établir une déclaration de dérogation pour ces travaux qui sont normalement interdits aux jeunes de moins de 18 ans.

L'avis du médecin de l'Éducation nationale est obligatoire.

A cet effet, il vous est demandé de remplir le questionnaire ci-dessous destiné au médecin en charge d'examiner votre enfant.

Vos réponses sont strictement confidentielles, soumises au secret médical.

Vous mettrez ce document complet sous enveloppe cachetée libellée à l'attention du médecin de l'Éducation nationale, pour transmission à l'infirmière de l'établissement scolaire.

Nom et prénom de l'élève :

Classe : Né(e) le :

Adresse :

☐ Responsable légal 1 Tél :

Courriel :

☐ Responsable légal 2 Tel :

Courriel :

Nom et coordonnées du médecin traitant :

Maladies contractées antérieurement par votre enfant :

→ Convulsions ☐ non ☐ oui

→ Autres maladies neurologiques ☐ non ☐ oui

Si oui, lesquelles ?

→ Maladies respiratoires ou allergiques ☐ non ☐ oui

Si oui, lesquelles ?

→ Otites à répétition ☐ non ☐ oui

→ Problèmes ostéo articulaires (hanche, dos..) ☐ non ☐ oui

Si oui, lesquels ?

→ Autres maladies importantes :

→ Accidents ou hospitalisations ? ☐ non ☐ oui,

Si oui, précisez :

État de santé actuel de votre enfant :

→ Votre enfant présente-il des troubles actuellement (précisez si traitement actuel) ?

☐ Asthme :

☐ Eczéma, allergie, urticaire :

☐ Rhumes, sinusites, otites, bronchites à répétition :

☐ Pertes de connaissance, Malaises :

☐ Problèmes de dos ou d'articulations :

☐ Maux de tête :

☐ Problèmes de vue ou de fatigue oculaire :

☐ Autres troubles :

→ Votre enfant est-il souvent absent ? ☐ Non ☐ oui

→ Votre enfant est-il suivi par un médecin, un psychologue, un psychiatre ? ☐ Non ☐ oui

→ Votre enfant suit-t-il un traitement ? ☐ Non ☐ oui

Précisez :

→ Votre enfant suit-t-il une rééducation (kiné, orthophonique, ...) ? ☐ Non ☐ oui

Précisez :

→ Votre enfant est-il intéressé par un métier ? ☐ Non ☐ oui

Précisez :

→ Souhaitez-vous signaler autre chose concernant votre enfant ? (par exemple : caractère, comportement, vie familiale)

.....
.....
Si vous le souhaitez, le médecin de l'éducation nationale peut vous recevoir sur rendez-vous. Prenez contact à cet effet avec l'infirmière de l'établissement scolaire.

Vaccinations :

Il est rappelé que l'autorisation de travail sur les machines dangereuses est conditionnée par une situation vaccinale à jour (DTP) au regard des obligations prévues par la Loi

Information importante :

La consommation de produits psycho actifs (alcool, cannabis, autres drogues) et de certains médicaments peut avoir des conséquences en cas d'utilisation de machines dangereuses ou de conduites d'engins.

Elle peut entraîner une interdiction ponctuelle d'accès aux ateliers pour des raisons de sécurité.

Je soussigné....., déclare avoir pris connaissance de l'information ci-dessus.

A , le

Signature de l'élève

Signature des responsables légaux

6.1 – Convocation médicale

Le chef d'établissement

À

Madame, Monsieur

**CONVOCATION pour la visite médicale obligatoire
pour les élèves mineurs (15 – 18 ans)
effectuant des travaux relevant de dérogation**

L'élève

Classe de

est convoqué(e) par le médecin scolaire le à

Il devra se munir de :

- son carnet de santé (et/ou) vaccinations
- la feuille de renseignements dûment remplie et signée par les responsables légaux
- tous les documents utiles concernant sa santé

Attention : cette visite médicale est **EXIGÉE** par le code du travail (D.4153-21 à D.4153-47)

L'avis du médecin en charge de la surveillance des élèves (médecin de l'Éducation nationale) est nécessaire à la constitution du dossier de demande de dérogation auprès de l'Inspection du travail.

En cas d'absence à la convocation médicale sans motif valable (hospitalisation, maladie, événement familial grave,...), **aucun autre rendez-vous ne pourra être proposé**. Sans avis médical, le travail en atelier pourra être interdit.

Date :

Cachet de l'établissement

signature du chef d'établissement
ou du référent chargé de l'organisation des visites médicales

Annexe 6.2 – Tableau des filières LP

Année scolaire	Agents chimiques dangereux			Rayonnements			Milieu hyperbare	Equipement automoteur et de levage	Certains équipements de travail	Maintenance sur équipement en fonctionnement	Travail en hauteur : Montage démontage échafaudage	Appareil sous pression	Milieu confiné
	CMR cat.1	CMR cat.2	Autres ACD	Ionisants	Optiques artificiels	Laser							
Lycée													
Nom du référent													
Nom filière :													
Nom filière :													
Nom filière :													
Nom filière :													
Nom filière :													
Remarques													
Nom filière :													
Nom filière :													
Nom filière :													
Établi par:													
Date:													



**ACADÉMIE
D'ORLÉANS-TOURS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Annexe 7 – Avis médical

AVIS MÉDICAL D'APTITUDE AUX TRAVAUX RÉGLEMENTÉS SOU MIS À DÉROGATION

Décret N°2013-914 relatif à la procédure de dérogation

Nom :
Prénom : Né(e) le :

Formation professionnelle :
Établissement :
Classe :

Familles de risque concernées Pour lesquelles l'avis est donné		AVIS MEDICAL		
		APTE	INAPTE	Observations
Agents chimiques dangereux	CMR cat. 1			
	CMR cat. 2			
	Autres ACD			
Amiante				
Rayonnements	Ionisants			
	optiques artificiels			
	laser			
Milieu hyperbare				
Équipement automoteur et de levage				
Certains équipements de travail				
Maintenance sur équipement en fonctionnement				
Travail en hauteur : Montage démontage échafaudage				
Appareil sous pression				
Milieu confiné				

Nombre de cases cochées :

Date :

Nom du médecin :

Cachet :

Signature



**ACADÉMIE
D'ORLÉANS-TOURS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Annexe 8 – Courrier pour mise à jour médicale annuelle

Le médecin de l'établissement

à

Mesdames et Messieurs les parents
d'élèves

Madame, Monsieur

Dans le cadre de sa formation professionnelle, votre enfant mineur, utilise depuis son arrivée dans l'établissement des machines ou appareils nécessitant une déclaration de dérogation de l'Inspecteur du travail.

En vue du renouvellement de cette déclaration de dérogation, je vous remercie de bien vouloir compléter le questionnaire de santé ci-dessous, que vous voudrez bien remettre à l'infirmier scolaire sous pli cacheté.

Le médecin de l'établissement

Nom et prénom de l'élève :

Classe : Né(e) le :

→ Depuis la dernière visite médicale votre enfant a-t-il eu des problèmes de santé ? ☐ non ☐ oui

Précisez :

→ Votre enfant suit-il un traitement ? ☐ non ☐ oui

Précisez :

→ Votre enfant a-t-il eu un accident ? ☐ non ☐ oui

→ Votre enfant a-t-il été hospitalisé ? ☐ non ☐ oui

Si oui, pour quel motif ? :

.....

→ Avez-vous d'autres informations à nous communiquer ?

.....












.....

Date et signature du représentant légal :

Annexe 9 – à venir Travaux courants pouvant être réalisés par les élèves

Cette partie sera renseignée lors de la version 2 du document.

Annexe 10 – Pictogrammes de danger du règlement CLP – classes et catégories de danger associées

SGH01	SGH02	SGH03	SGH04	SGH05	SGH06	SGH07	SGH08	SGH09
								
<ul style="list-style-type: none"> • Explosibles instables • Explosibles, divisions 1.1, 1.2, 1.3, 1.4 • Substances et mélanges autoréactifs, type A • Peroxydes organiques, type A 	<ul style="list-style-type: none"> • Gaz inflammables, catégorie 1 • Aérosols, catégories 1, 2 • Liquides inflammables, catégories 1, 2, 3 • Matières solides inflammables, catégories 1, 2 • Substances et mélanges autoréactifs, types C, D, E, F • Liquides pyrophoriques, catégorie 1 • Matières solides pyrophoriques, catégorie 1 • Substances et mélanges auto-échauffants, catégories 1, 2 • Substances et mélanges qui, au contact de l'eau, dégagent des gaz inflammables, catégories 1, 2, 3 • Peroxydes organiques, types C, D, E, F 	<ul style="list-style-type: none"> • Gaz comburants, catégorie 1 • Liquides comburants, catégories 1, 2, 3 • Matières solides comburantes, catégories 1, 2, 3 	<ul style="list-style-type: none"> • Gaz sous pression : <ul style="list-style-type: none"> - gaz comprimés - gaz liquéfiés - gaz liquéfiés réfrigérés - gaz dissous 	<ul style="list-style-type: none"> • Substances ou mélanges corrosifs pour les métaux, catégorie 1 • Corrosion/irritation cutanée, catégories 1A, 1B, 1C • Lésions oculaires graves/irritation oculaire, catégorie 1 	<ul style="list-style-type: none"> • Toxicité aiguë, catégories 1, 2, 3 	<ul style="list-style-type: none"> • Toxicité aiguë, catégorie 4 • Corrosion/irritation cutanée, catégorie 2 • Lésions oculaires graves/irritation oculaire, catégorie 2 • Sensibilisation cutanée, catégories 1, 1A et 1B • Toxicité spécifique pour certains organes cibles – exposition unique, catégorie 3 • Dangereux pour la couche d'ozone, catégorie 1 	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation respiratoire, catégories 1, 1A, 1B • Mutagénicité sur les cellules germinales, catégories 1A, 1B, 2 • Cancérogénicité, catégories 1A, 1B, 2 • Toxicité pour la reproduction, catégories 1A, 1B, 2 • Toxicité spécifique pour certains organes cibles – exposition unique, catégories 1, 2 • Toxicité spécifique pour certains organes cibles – exposition répétée, catégories 1, 2 • Danger par aspiration, catégorie 1 	<ul style="list-style-type: none"> • Dangers pour le milieu aquatique - Toxicité aiguë, catégorie 1 • Dangers pour le milieu aquatique - Toxicité chronique, catégories 1, 2
  <ul style="list-style-type: none"> • Substances et mélanges autoréactifs, type B • Peroxydes organiques, type B 					<p>Pas de pictogramme de danger pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Explosibles, divisions 1.5, 1.6 • Gaz inflammables, catégorie 2 • Gaz chimiquement instables, catégories A, B (pas de picto supplémentaire/gaz Inflammables) (4^{ème} ATP) • Aérosols, catégorie 3 (4^{ème} ATP) • Substances et mélanges autoréactifs, type G • Peroxydes organiques, type G • Toxicité pour la reproduction, catégorie supplémentaire : effets sur ou via l'allaitement • Dangers pour le milieu aquatique - Toxicité chronique, catégories 3, 4 			

* (4^{ème} ATP) : Les modifications introduites par cette adaptation sont assorties de dérogations d'application courant jusqu'au 1^{er} décembre 2016 pour certaines substances.